

Orientation, Enseignement et Formation professionnels sont dans un bateau...

→ Avec la décentralisation, **TOUS TOMBENT À L'EAU !**

Sous l'égide de l'OFPTLV, de l'État aux Régions, le transfert des compétences en matière d'orientation et de formation des adultes se poursuit lentement et insidieusement, dans une fusion / confusion savamment orchestrée des publics concernés, des services et de leurs missions respectives.

→ Pour les publics en formation ainsi que pour les personnels, les conséquences en seraient désastreuses

Livret de compétences, Droit Individuel à la Formation (DIF), Orientation, Formation initiale, Formation continue, entretien professionnel, Validation des acquis de l'expérience (VAE), certificats de formation professionnelle, fond national de développement et de modernisation de l'apprentissage, stages en entreprise et gratifications, conventions d'objectifs sur le développement de la formation des jeunes par alternance, expérimentations sur la formation par alternance, Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), formation professionnelle et université...

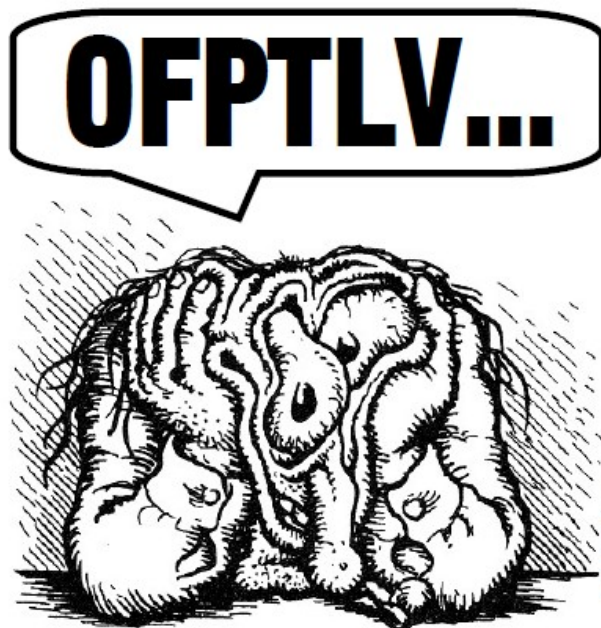
Tous ces thèmes sont déclinés dans la **loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'Orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (OFPTLV)** qui prévoit une destruction progressive du service public et sa soumission au marché. L'union syndicale Solidaires avait alors été la seule organisation à s'opposer à sa signature.

Structurer la déstructuration = organiser la destruction

En 2004 avait été créé un **Conseil National de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie**, chargé :

- de favoriser, au plan national, la concertation entre l'État, les Régions, les « partenaires sociaux » et les autres acteurs pour la définition des orientations pluriannuelles et des priorités annuelles des politiques de formation professionnelle initiale et continue, ainsi que la conception et le suivi de la mise en oeuvre de ces politiques ;
- d'évaluer les politiques de formation professionnelle initiale et continue aux niveaux national, régional, sectoriel et interprofessionnel...

Depuis 2009, un **Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles**, élaboré par les Régions au sein du Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle, a été mis en place. Il n'y est plus question de « qualification professionnelle » mais de « droit à l'information, à l'orientation et à la qualification professionnelle » ;



**...ou comment désosser
Orientation et formation
professionnelle**

d' « acquérir des connaissances ... » mais « de progresser au cours de sa vie professionnelle d'au moins un niveau en acquérant... ».

Trois services d'éducation sont directement concernés par l'application de cette loi : l'orientation, la formation professionnelle initiale et la formation professionnelle continue.

Son application exposera l'ensemble de ces services (CIO, GRETA, LP, AFPA, et même Pôle Emploi) à des maux identiques:

- ➔ **mélange et confusion des publics : de l'école à la retraite**
- ➔ **labellisations entraînant une concurrence entre services**
- ➔ **décentralisation permettant une régionalisation des services donc des personnels**
- ➔ **pertes de postes liées aux fusions et regroupements**
- ➔ **perte d'identité des métiers de chacun, dévoiement des missions, sources inévitables de souffrance au travail**

Être décentralisé, ce n'est pas "seulement" changer d'employeur. C'est perdre les protections du statut de fonctionnaire d'état. C'est connaître l'arbitraire de la gestion des collectivités territoriales. C'est devoir exercer dans le cadre d'un service public désossé. C'est voir ses conditions de travail se dégrader et son emploi être remis en cause.

La Labellisation" Orientation pour Tous "des CIO implique : le Conventionnement avec d'autres organismes, le non remplacement d'un départ à la retraite sur 6, la création de lieux uniques (cité des métiers...), la fermeture de structures et la fusion des autres.

Après l'enseignement supérieur, les agents des lycées et collèges anciennement TOS, c'est au tour de la formation, de l'éducation et de l'orientation scolaire d'être intégrées dans un service public régional.

➔ L'Association des Régions de France, qui permet une expression commune à l'ensemble des régions, revendique un pilotage plus important voire complet de l'enseignement professionnel et de l'orientation.

Les conséquences de ces transferts, quelque soit leur ampleur seront nombreuses et dommageables tant pour le personnel que pour les publics en formation et en construction de projets.

Si rien n'est encore totalement décidé, cela risque d'aller très vite. Ne soyons pas dupes ! Ce sont bien tous les autres secteurs de l'Éducation nationale qui sont dans la ligne de mire.

C'est pourquoi la Fédération des syndicats SUD éducation appelle :

- ➔ **Les personnels du service public d'orientation à poursuivre et amplifier la lutte, ceux de l'enseignement professionnel à y entrer sans délais.**
- ➔ **Tous les personnels du service public d'Éducation à les y rejoindre !**